



EUROPE

Rue Hector Blondiau, 22 7070 Mignault (Belgium)

Tél. FR. : Brasseur J.P. 0499 35 85 72

ENG. : Roussel Pascal 0473 97 49 67



info@vivant.org

www.vivanteurope.org

*Pour une Europe sociale,
pour une mondialisation respectueuse
de l'humain et de l'environnement.*

LE VIVANT-EUROPE

électronique

N° 12 (novembre 2004)

**L'AMERIQUE ET L'EUROPE...
Deux mondes... Deux cultures... Deux rêves...**

Petr Mach "Eurosceptic" tchèque et conseiller présidentiel écrit à Jeremy Rifkin, Auteur des USA "The European Dream" aux éditions Polity (n'est pas encore traduit en français)

21-9-2004

Cher Jeremy,

Vous êtes un **penseur libéral américain** ("libéral" dans le sens américain du mot) qui admire la société européenne pour son soutien aux accords de Kyoto, son amour des impôts élevés, sa détermination à faire évoluer la cour criminelle internationale, et sa passion pour subsidier des sources d'énergie "alternatives".

Vous n'êtes pas le seul.

Les intellectuels libéraux américains considèrent souvent **l'Europe comme une sorte de paradis libéral.** (...)

Mais croyez-vous vraiment que les politiques des gouvernements européens **reflètent suffisamment les souhaits de leurs citoyens** ? Les Européens moyens sont très semblables à ceux d'Amérique. Ils veulent payer moins d'impôts et être moins soumis à des réglementations. Or, les gouvernements européens ne répercutent pas dans les lois la volonté de leurs citoyens. En effet, **il y a moins de liberté en Europe qu'aux Etats-Unis** - et les Européens, en général, ne sont pas satisfaits de cette situation.

Bien sûr, les pays européens sont des démocraties, et les choix politiques des gouvernements doivent normalement rejoindre le choix des citoyens. En réalité, **les citoyens européens ont moins d'influence sur les politiques que les Américains**.

C'est peut-être justement ce que beaucoup d'intellectuels américains admirent de l'Europe !

Les gouvernements européens **orientent l'opinion publique** par la télévision gérée par l'Etat, et l'argent des contribuables sert entre autres à influencer les résultats des élections. La plupart des législations nationales sont élaborées par **la bureaucratie de l'Union européenne** au lieu d'être le résultat de votes des parlements nationaux démocratiquement élus.

En bref, l'"Etat providence" tant admiré, **pilote le processus démocratique** en se basant sur les médias et une bureaucratie forte.

Comme américain, vous pouvez trouver ces affirmations exagérées. Laissez-moi expliquer cela d'une manière plus détaillées.

À la télévision : Les gouvernements européens gèrent les médias principaux.

Ces stations de TV sont la propriété de l'Etat ("service public")

Le modèle européen est soutenu par un lobby d'intellectuels de gauche **qui influence les comités de direction de ces stations**.

Imaginez un canal de TV publique américaine, financé par l'argent des contribuables et où une personne comme **Michael Moore** aurait la maîtrise de l'information.

Si l'Américain moyen regarde ce canal une heure par jour, on peut vraisemblablement s'attendre à ce que l'opinion des USA devienne favorable aux impôts élevés, au protocole de Kyoto, à la cour criminelle internationale, et s'oppose à la guerre de l'Irak.

Dans leur propre intérêt, les intellectuels européens **ne sont pas favorables à la privatisation** des chaînes de télévision dans le cadre d'une loyale concurrence.. Sans radiodiffusion publique affirment-ils, les téléspectateurs seraient réduits à regarder des informations orientées par le commercial et le publicitaire et devrait se contenter de films principalement américains catalogués par eux comme « idiots »

Vous pourriez souhaiter que l'Amérique possède de telles chaînes de TV publique, mais alors, l'opinion de vos concitoyens serait influencée **aux dépens de la liberté individuelle** si chère à l'Amérique.

Concernant les élections : Les gouvernements européens **influencent les élections** en faisant campagne pour leurs propres partis. Quand la France a organisé un référendum pour le choix ou non de l'EURO, le gouvernement français et la Commission européenne ont dépensé de l'argent public pour persuader les électeurs de choisir la nouvelle devise. Par contre, les adversaires de l'EURO, ont dû compter uniquement sur des fonds privés limités.

Lorsque l'Union européenne a voulu s'élargir vers l'Est - pour faire contre-poids à l'Amérique, (...) les gouvernements ont dépensé des sommes énormes d'argent des contribuables pour des

campagnes **en faveur de l'adhésion**, utilisant par exemple les stations privées de télévision pour convaincre des électeurs de voter "oui".

Souhaiteriez-vous **limiter la démocratie** pour permettre aux Etats-Unis se rapprocher du modèle européen ?

Concernant les parlements et des lois : les parlements des Etats européens ne travaillent pas de la même manière que le Congrès américain qui exige l'appui de sa majorité pour légiférer.

En Europe, la plupart des législations et des règlements d'environnement et taux d'imposition fiscale sont établis sous forme de « **directives** », c'est-à-dire, de décrets publiés par les institutions de l'Union européenne. Ces directives **supplacent les législations nationales**, au point que le vote de celles-ci dans les parlements nationaux se réduit en une formalité.

Si le parlement d'un pays de l'Europe refuse de voter une directive européenne, ce pays risque de voir le montant de ses subventions diminué par Bruxelles, capital de la bureaucratie européenne.

Si les pays européens mettent en application le protocole de Kyoto, ce n'est pas parce que les électeurs sont plus responsables mais **parce qu'ils ne sont pas consultés**.

Souhaiteriez-vous que les accords de Kyoto ou les impôts élevés soient reconnus ou imposés de cette façon en Amérique, - sans le consentement du congrès ou des assemblées d'Etat ? Dans ce cas, les procédés législatifs américains deviendraient semblables à ceux de l'Europe mais ce serait certainement **au détriment de la démocratie américaine**.

En bref, "le modèle européen" que les politiciens socialistes européens proclament et les Américains libéraux admirent n'est pas nécessairement un modèle apprécié par la moyenne des européens.

Ce que vous admirez de l'Europe, ce sont des politiques influencées par les intellectuels et les bureaucrates plutôt que par le citoyen.

En réalité, ce que vous admirez de l'Europe est son manque de liberté.

Bien à vous,

Cher Petr,

Durant les deux dernières décennies, j'ai passé plus d'un tiers de mon temps en Europe. Cela m'a permis de constater **les nombreuses imperfections de l'Union européenne** que vous décrivez dans votre lettre à savoir, l'exercice excessif du pouvoir d'en haut(...).

Mais ce qui est particulièrement intéressant en Europe, malgré les échecs, c'est l'émergence d'une nouvelle génération d'Européens porteuse d'**un nouveau rôle radical**.

Ce dernier semble plus adapté que le rêve américain pour **relever les défis du monde de ce 21^{ème} siècle** appelé à de plus en plus en interdépendance.

Peut-être que nos amis d'Europe ont quelque chose à nous enseigner pour mieux gérer la mondialisation.

Les Américains aiment passer leurs vacances en Europe. Mais quand nous pensons à l'Europe institutionnelle, ce qui vient à l'esprit est un vieux et grinçant ensemble de machines

gouvernementales qui régissent **une économie moribonde parasitée par des lois contre le marché** à savoir : une politique inflexible sur le travail , une bureaucratie exagérée s'occupant de l'assistance sociale et une population vieille et privilégiée par le système social. Les responsables politiques et les économistes américains parlent de **l'"Eurosclerose"**.

Mais tandis que beaucoup d'Américains déconsidèrent l'Europe parce que, à leurs yeux, elle est **démodée et hors du coup**, la réalité du terrain - dans les quartiers et les communautés, dans les réunions associatives et dans les couloirs du pouvoir - montre un état de fait bien différent.

Autant le niveau de vie en Amérique est élevé, autant celui de l'Europe est sous-évaluée.

En effet, l'Amérique est ignorante et **non-préparée aux vastes changements** qui transforment rapidement l'Europe d'une mosaïque de nations (et dans le passé, toujours en guerre) au stade des Etats-Unis d'Europe.

D'abord, quelques faits. La plupart des gens croient probablement que les Etats-Unis sont la plus grande économie du monde. Ce n'est pas exact. **Les 10,5 trillions (mille milliards) en dollars de PIB de l'Europe dépassent de loin les 100 milliards dollars pour les USA.** Les statistiques commerciales indiquent également que L'Europe, avec 455 millions de consommateurs, est maintenant le plus grand marché intérieur du monde. C'est également la plus grande puissance d'exportation. Et 1 EURO est maintenant plus fort que le dollar – **une réalité que peu d'économistes américains auraient pu imaginer il y a tout juste quatre ans.**

Ainsi, les Américains sont tellement habitués à croire que leur pays est le plus « réussi » de la planète **qu'ils pourraient être étonnés d'apprendre** que c'est loin d'être le cas concernant la qualité de vie.

Dans l'Union européenne, il y a approximativement **322 médecins par 100.000 personnes, comparé à 279 aux Etats-Unis.** La durée moyenne dans les quinze pays d'EU les plus développés est actuellement de **78.2 ans, comparé à 76.9 ans aux Etats-Unis.** Les USA sont à la **vingt-sixième place** parmi les nations industrielles concernant la **mortalité infantile**, bien au-dessus de la moyenne européenne.

Dans douze nations européennes, les jeunes atteignent en mathématique **un niveau supérieur** à leurs pairs américains et dans huit pays européens, **ces derniers dépassent** les Américains en science. Quant à **la distribution de la richesse** (mesure révélatrice de la prospérité d'un pays), les Etats-Unis se rangent à **la 24^{ème} place** parmi les nations industrielles.

Dans chacun des dix-huit pays européens les plus développés, il y a moins d'inégalité de revenu entre les riches et les pauvres. Actuellement, **le nombre de pauvres en Amérique est plus important** que dans les seize nations européennes pour lesquelles les données sont disponibles.

L'Amérique est également un endroit **plus dangereux** à vivre. Le taux de meurtre des USA est **quatre fois supérieur** à celui de l'Union européenne. Plus dérangeant, les taux de **meurtre d'enfants, de suicides, et de décès par armes à feu** dépassent celui des vingt-cinq autres nations les plus riches, y compris les quatorze pays européens.

Bien que les Etats-Unis représentent seulement **4%** de la population mondiale, elles comptent actuellement **25% de la population carcérale du monde.**

Tandis que les Etats Membres de l'Union européenne comptent en moyenne **85 prisonniers** par 100.000 habitants,, les USA en compte **685.** ! C'est incroyable. .

Les Européens remarquent souvent que les Américains "**vivent pour travailler**" tandis que les européens "**travaillent pour vivre.**"

En Europe, le temps de congés payé est de **six semaines** par an alors qu'au Etats –Unis il n'est que de **deux semaines.**

La plupart des Américains seraient également étonnés d'apprendre que la moyenne en temps pour se rendre au travail en Europe est moins de **dix-neuf minutes.**

En fait, L'Europe commence à **surpasser l'Amérique. en qualité de vie.**

La Renaissance de l'Europe est inspirée par un **nouveau "rêve européen"** qui diffère à bien des égards de l'ancien "**rêve américain**". En effet, c'est au niveau de la conception de **la liberté** que se différencient ces deux mondes, ces deux cultures.

Pour les Américains, la liberté a été longtemps associée à **l'autonomie.** Pour eux, quelqu'un d'autonome n'est pas dépendant des autres ou vulnérable aux circonstances indépendantes de sa volonté.

Être autonome implique la possession de « choses » et plus on amasse de la richesse, plus on devient indépendant. Etre libre, c'est vivre centré sur son île en ne dépendant de personne d'autre que de soi et la richesse permet donc d'acquérir des biens et de garantir sa sécurité...

Pour les Européens, la liberté ne s'identifie pas à l'autonomie mais à **un enracinement interrelationnel.** Etre libre pour un européen, c'est avoir accès à beaucoup de relations (des personnes que l'on connaît) et pouvoir vivre une **interdépendance..** Accéder à diverses de communautés de personnes, c'est se donner plus choix pour vivre **une vie pleine et significative.** C'est l'insertion dans la vie sociale qui garantit la sécurité.

Le rêve américain attache une importance à la croissance économique, à la richesse personnelle, et à l'indépendance.

Le nouveau rêve européen se concentre plus sur le développement durable, la qualité de la vie, et l'interdépendance.

Le rêve américain rend hommage à **l'éthique de travail** ; le rêve européen est davantage adapté aux **loisirs.**

Le rêve américain est inséparable de **l'héritage religieux** et de la foi spirituelle profonde du pays ; le rêve européen est tout à fait **laïc.**

Le rêve américain dépend de **l'assimilation** - Le succès coïncide avec la perte des anciennes attaches ethniques et à l'insertion de personnes libres dans **le grand melting-pot américain.**

Le rêve européen, en revanche, est basé sur **la préservation de l'identité et de vie culturelle dans un monde multiculturel.**

Le rêve américain est lié à **l'amour du pays** et du patriotisme ; le rêve européen est plus **cosmopolite et moins territorial.**

Le rêve américain donne de l'importance aux **droits à la propriété et aux droits civiques** ; le rêve européen s'intéresse plus aux **droits sociaux et aux droits universels de l'homme.**

Le rêve américain encourage **la volonté d'utiliser la force militaire** pour protéger ce que nous percevons être nos propres intérêts. Le rêve européen **hésite à employer la force militaire** et favorise plutôt la diplomatie, l'aide économique pour éviter les conflits, et développement

d'opérations de maintien de l'ordre et de la paix.

Tout cela, ce n'est pas pour dire que l'Europe est soudainement devenue une utopie. Le point n'est pas de savoir si les Européens vivent leur rêve. Nous Américains, après tout, n'avons jamais vécu notre rêve jusqu'au bout.

Toutefois, ce qui est important est que cette Europe a articulé une nouvelle vision de l'avenir qui diffère de nos propres manières fondamentales de fonctionner. **Ces différences de base sont cruciales pour comprendre la dynamique qui commence à se dévoiler entre les deux grandes superpuissances du 21ème siècle.**

Respect

Jeremy

***MOUVEMENT
POUR LES ETATS UNIS D'EUROPE
Gauche Européenne***

Cercle de réflexion transnational

Bruxelles, le 13 octobre 200

Le Traité constitutionnel et la Gauche européenne

Pour un « oui » critique !

Le « traité constitutionnel » - désormais appelé « Constitution européenne » - inscrit à son actif un certain nombre d'avancées par rapport aux traités existants : il améliore la lisibilité des textes en fusionnant les traités précédents, il redéfinit les valeurs et les objectifs de l'Union, redessine son cadre institutionnel (notamment par l'institution d'un ministre des affaires étrangères, mais à « double casquette » - mandataire du Conseil et vice-président de la Commission -), précise ses instruments juridiques et recentre ses compétences dans le respect du principe de subsidiarité. Il rend l'Union plus démocratique, en accroissant les pouvoirs du Parlement européen, notamment dans le secteur de la justice et des affaires intérieures, et en donnant plus de place à la démocratie participative, notamment par la loi d'initiative citoyenne (Partie I). Par ailleurs, il intègre la Charte des droits fondamentaux de l'Union, en conférant à celle-ci, il est vrai dans certaines limites, une valeur juridique contraignante susceptible de recours juridictionnels garantissant les droits des citoyens (Partie II).

Au passif, le « traité constitutionnel » n'innove ni ne modifie les compromis existants dans des domaines essentiels : politique étrangère, défense, fiscalité, politique sociale, qui restent verrouillés par la règle de

l'unanimité. Il ne renforce pas la coordination des politiques économiques et de l'emploi, même s'il améliore dans une certaine mesure la gouvernance de la zone euro. Il soumet au veto d'un seul Etat membre toute proposition éventuelle d'accroissement des ressources financières de l'Union. D'une façon générale, il sera, par définition, plus difficile de dégager des compromis à 25, que ce soit dans les domaines régis par la nouvelle règle, par ailleurs complexe, du vote à la majorité qualifiée (VMQ) ou *a fortiori* dans ceux qui restent soumis à l'unanimité ou, à plus forte raison encore, dans les domaines qui continueront de relever de la négociation intergouvernementale en l'absence de droit de proposition de la Commission. De surcroît, cette « Constitution » - qui reste un traité international - présente le défaut capital de ne pouvoir être révisée et donc améliorée qu'à l'unanimité (Partie IV).

A ces arguments, certains partisans du « non » - oubliant quelquefois que la partie III de la « Constitution » n'est, pour une large part de ses dispositions, qu'une compilation des traités existants - ajoutent que le nouveau traité favorisera le « dumping » social et fiscal par l'incitation aux délocalisations d'entreprises au sein de l'Union, qu'il « gravera dans le marbre » les politiques néolibérales en consacrant la liberté sans entrave du marché et de la concurrence, ce qui aura pour effet d'accélérer le démantèlement des services publics à l'intérieur de l'Union et d'encourager les pratiques ultra-libérales dans le commerce international.

Cependant, prôner le « non » est aussi nier l'évidence qu'en cas de rejet du nouveau traité, ce sont précisément les règles du traité de Nice qui resteront d'application. L'on se retrouverait donc à la case départ et rien ne permet d'espérer que l'on puisse cette fois aller au-delà du compromis obtenu, qui est le point d'équilibre entre les tensions exprimées au sein de la Convention et de la Conférence intergouvernementale. Cet argument suffirait déjà, à lui seul, à justifier le « oui », si d'autres arguments ne plaidaient également dans ce sens : l'effet de désenchantement sur l'opinion publique produit par un rejet de la « Constitution » : au mieux, une morosité prolongée; au pire, une crise durable et l'étalement de nouvelles divisions, certainement mal comprises par l'opinion (si l'on fait abstraction de la joie qu'en ressentiront les eurosceptiques et autres europhobes . . .) et sans aucun doute malvenues pour l'image de l'Europe sur le plan international.

Soyons également conscients que ce débat – par ailleurs éminemment démocratique - entre partisans du « oui » et ceux du « non » risque d'être dépassé par une hypothèse plausible : celle du rejet de la « Constitution », en dépit des campagnes en faveur du « oui », dans un ou plusieurs pays membres, en particulier là où le traité sera soumis au référendum. Une telle hypothèse présentera à son tour des variantes plus ou moins lourdes de conséquences selon que le rejet serait, par exemple, le fait de tel ou tel autre Etat membre, nouveau ou plus ancien, ou le fait – sans aucun doute profondément dommageable - d'un pays fondateur, tel que la France.

Si l'une ou l'autre de ces hypothèses devait se vérifier, il faudra bien s'interroger sur les conséquences d'une telle crise et sur les moyens d'en sortir. L'on serait bien avisé d'y réfléchir dès à présent. L'on peut d'ores et déjà se poser la question de savoir si certains chefs d'Etat et de gouvernement auront le courage d'affronter ces conséquences et la volonté politique de réactiver les principes qui ont inspiré les fondateurs de la Communauté européenne et qu'un certain nombre de leurs pairs ont détricotés au fil du temps. Quant à nous, militants progressistes, ne nous laissons pas prendre au dépourvu par la survenance d'une crise et avançons d'ores et déjà des propositions susceptibles de rallier de nouvelles majorités à l'horizon des prochaines élections nationales et européennes : citons, entre autres, des réponses concertées aux délocalisations d'entreprises, l'instauration de minima sociaux dans tous les pays de l'Union, le renforcement des moyens affectés à la recherche, l'accroissement des ressources allouées à la cohésion économique, sociale et territoriale. En tout état de cause, la relance de l'Union devra passer par plus de coopération, plus de cohésion et plus de solidarité entre les Etats membres qui voudront aller de l'avant en attendant que les autres se décident à les rejoindre.

Roger VANCAMPENHOUT